

## Les manifestations de 17 octobre 1961 : lectures médiatico-politique française

### The demonstrations of October 17, 1961: French media and political readings

مظاهرات 17 أكتوبر 1961: قراءات إعلامية سياسية فرنسية

✍ Dr/ ZERKAOUI-Noureddine

Université de Bejaia

nourzerkaoui @gmail.com

History of the article/معلومات المقال		
Published/القبول للنشر 2020/06/30	Accepted/المراجعة 2020/03/28	Received/الإرسال 2020/01/19

#### Résumé :

La répression des autorités coloniale à l'encontre des algériens lors des manifestations de 17 octobre 1961 a suscitée des réactions divers, tant sur le plan de la classe politique nationale (en Algérie) et en France que française et internationales. Parmi les réactions les plus remarquées par leur qualité de commentaires et d'analyses, on trouve la presse française ; à l'instar du journal « le monde », « l'humanité », d'une part, et la presse audio-visuelle d'autre part. Cette « couverture médiatique à l'événement » reflète l'état d'esprit français de l'époque ; politique et culturel, influençant sur l'opinion général, français et international à la fois. Dans cette modeste contribution, je compte faire une lecture sélective critique pour le traitement médiatico-politique pour la tragédie qu'avait connue les manifestants algériens et ses conséquences sur la guerre de libération.

**Mots-clés :** les manifestations de 17 octobres 1961, les médias français, lectures politiques.

\* المؤلف المرسل/ The author of the sender

## Abstracter:

The repression of the colonial authorities against the Algerians during the demonstrations of October 17, 1961 had aroused various reactions, both in terms of the national political class (in Algeria) and in France, as well as in France and internationally. Among the reactions most noted for their quality of commentary and analysis, we find the French press; like the newspaper "the world", "humanity" on the one hand, and the audio-visual press on the other. This "media coverage of the event" reflects the French state of mind of the time; political and cultural, influencing general opinion, both French and international. In this modest contribution, I intend to do a selective critical reading for the media-political treatment of the tragedy experienced by the Algerian demonstrators and its consequences for the war of liberation.

**Key words:** the demonstrations of October 17, 1961, the French media, political readings.

## الملخص:

أثار قمع السلطات الاستعمارية ضد الجزائريين خلال مظاهرات 17 أكتوبر 1961 ردود فعل مختلفة، سواء على مستوى الطبقة السياسية الوطنية (في الجزائر) أو في فرنسا وكذلك الفرنسية والدولية. من بين ردود الفعل الأكثر ملاحظة لجودة تعليقات وتحليل الصحافة الفرنسية. مثل صحيفة "العالم" و"الإنسانية" من جهة والصحافة السمعية والبصرية من جهة أخرى. تعكس هذه "التغطية الإعلامية للحدث" الحالة الذهنية الفرنسية في ذلك الوقت. سياسية وثقافية مؤثرة في الرأي العام الفرنسي والدولي في آن واحد. في هذه المساهمة المتواضعة، أعتمزم القيام بقراءة نقدية انتقائية للمعاملة الإعلامية السياسية للمأساة التي عرفها المتظاهرون الجزائريون وعواقبها على حرب التحرير.

**الكلمات المفتاحية:** مظاهرات 17 أكتوبر 1961، الإعلام الفرنسي، قراءات سياسية.

## Introduction :

Le 17 octobre 1961 la fédération de France du Front de libération nationale (FLN) organise une manifestation à Paris. La répression policière est d'une extrême violence : outre l'internement de milliers de manifestants et l'expulsion de centaines d'entre eux, plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines d'Algériens sont portés disparus – nombre d'entre eux ont été tués et jetés dans la Seine.

Comment la classe politique française avait justifié cette répression, à leur tête les autorités officielles ? Comment la presse a-t-elle rendu compte de ce massacre ?

Si dans les jours qui suivent le massacre d'octobre 1961, une bonne partie de la grande presse évoque disparitions, violences et internements, la censure est un épouvantail trop présent pour que vérité et protestations éclatent. Des intellectuels et la presse d'opinion prennent le relais, mais la mémoire de l'événement sombrera peu à peu dans la confusion. Elle refait surface dans les années quatre-vingt, et la diversification des médias permet alors de restituer l'émotion. La question du bilan réel sera à nouveau d'actualité avec le procès Papon en 1997, question qui demeure à ce jour sans réponse précise.

Le 18 octobre 1961, toute la presse rend compte de la manifestation de la veille, organisée par la Fédération de France du FLN en différents points de Paris contre le "couvre-feu" imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Police Maurice Papon. Les jours et les semaines suivants, après de nouvelles manifestations, notamment de femmes et d'enfants venus s'enquérir du sort des hommes arrêtés ou disparus, cette activité journalistique va même s'amplifier, "au point de constituer aujourd'hui une source non négligeable pour l'historien en quête d'une première approche sur le 17 octobre 1961<sup>1</sup>.

La guerre d'Algérie dure depuis près de sept ans. La capitale de la France métropolitaine est le terrain de multiples attentats organisés par le Front de Libération National, Fédération de France, dit FLN. Cette organisation algérienne a pour but d'obtenir l'indépendance de son pays. De fait, elle est perçue comme résistante au sud de la méditerranée, mais comme terroriste depuis la France. Le 5 octobre 1961, le Préfet de police de Paris, Maurice Papon, instaure un couvre-feu à l'encontre des Français Musulmans d'Algérie (FMA)<sup>2</sup>, Le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique en protestation contre ce couvre-feu se tiendra, à l'appel du FLN, au cœur de la capitale. Selon le rapport Mandelkern<sup>3</sup> ; 22 000 manifestants y auraient participé. Les forces de police mobilisées pour l'occasion sont exceptionnellement nombreuses et de multiples réquisitions de moyens de transport collectif et de places de « stockage » des individus interpellés sont prévues. La répression sera violente et organisée. Près de 11 000 arrestations seront effectuées au cours de la nuit du 17 au 18 octobre, et le nombre des morts et disparus est aujourd'hui estimé à plusieurs dizaines

de FMA. Les blessés « se comptent par milliers »<sup>4</sup>. De nombreux corps seront repêchés dans la Seine<sup>5</sup>.

**1-une lecture purement politique : « Que s'est-il officiellement passé ? »**

Alors que depuis près de dix jours la presse s'applique à décrire l'ampleur des faits et la brutalité de la répression, les dirigeants du gouvernement et leurs subalternes persistent à nier l'existence de dérapages policiers. Peu de personnalités publiques ou politiques réagissent explicitement, et lorsque certaines s'y aventurent, les réponses ont été cinglantes, ou pire, muettes, comme le montrent deux exemples célèbres.

Au conseil de Paris, le 27 octobre 1961, Claude Bourdet<sup>6</sup> S'adresse au préfet de police de la Seine, Maurice Papon : [...] D'abord, est-il vrai qu'au cours de cette journée, il n'y ait pas eu de blessés par balle au sein de la Police ? Est-il vrai que les cars radio de la Police aient annoncé au début de la manifestation dix morts parmi les forces de l'ordre, message nécessairement capté par l'ensemble des brigades... et qui devait donc exciter au plus haut point l'ensemble des policiers ? [...] De même, est-il vrai qu'un grand nombre des blessés ou des morts ont été atteints par des balles du même calibre que celui d'une grande manufacture qui fournit l'armement de la Police ? Qu'une grande partie de ces balles ont été tirées à bout portant ? [...] Et voici le plus grave : est-il vrai que dans la « cour d'isolement » de la Cité, une cinquantaine de manifestants, arrêtés apparemment dans les alentours du boulevard Saint-Michel, sont morts ? Et que sont devenus leurs corps ? Est-il vrai qu'il y a eu de nombreux corps retirés de la Seine ? Dans les milieux de presse, et pas seulement dans les milieux de la presse de gauche, dans les rédactions de la presse d'information, on parle de 150 corps retirés de la Seine entre Paris et Rouen. C'est vrai ou ce n'est pas vrai ? [...] Voici ma question : est-il vrai qu'au mois de septembre et d'octobre, parlant à des membres de la Police parisienne, vous ayez affirmé à plusieurs reprises que le Ministre de la Justice avait été changé, que la Police était maintenant couverte, et que vous aviez l'appui du gouvernement ? Si c'était vrai, cela expliquerait, en grande partie, l'attitude de la Police au cours de ces derniers jours<sup>7</sup>.

À cet afflux de questions, Maurice Papon ne répondra pas, refusant donc d'admettre l'authenticité des faits.

Le second exemple que j'évoquais plus tôt est celui des propos tenus dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, le 30 octobre 1961. Ce jour-là, Eugène Claudius-Petit, député de la Loire, s'est adressé à Rogers Frey, ministre de l'Intérieur, en ces termes : Faudra-t-il voir prochainement, car c'est la pente fatale, la honte du croissant jaune, après avoir connu celle de l'étoile jaune ? Car, Mesdames et Messieurs, je ne sais pas si vous vous rendez compte de ce que nous vivons. Nous vivons ce que nous n'avons pas compris, que les Allemands vivaient quand Hitler s'est installé. [...] La bête hideuse du racisme que les civilisations, que les institutions, ont tant de peine à refouler au fond du cœur de l'homme, de son esprit et de sa raison, la bête hideuse est lâchée, vite, Monsieur le Ministre, refermez la trappe.[...] Un désaveu d'un fonctionnaire, la reconnaissance d'une erreur ministérielle valent mieux que la mise en route et le maintien en marche de l'abominable engrenage.[...] Monsieur le Ministre de l'Intérieur, la France ne veut pas perdre son âme <sup>8</sup>

Ce à quoi Rogers Frey a rétorqué : « Je n'ai pas encore eu entre les mains le début du commencement de l'ombre d'une preuve »<sup>9</sup>.

Le discours officiel était en place, plus qu'un silence, il s'agissait là d'un oubli organisé sous l'égide du non-lieu.

## 2- Une lecture accusatrice à l'état français : un déni d'État.

Tandis que des manifestations en réplique à ce drame se tiennent chaque jour jusqu'au 20 octobre 1961, et que leur répression, quoique de moindre ampleur, reste de même ordre<sup>10</sup>, le Conseil des ministres se réunit à l'Élysée comme à l'accoutumée, sous la présidence du général de Gaulle. Il donne la première version officielle le 18 octobre : le FLN a fait défiler sous la menace 30 000 FMA ne demandant pas mieux que d'être emmenés au poste de police. Il y a eu 11 500 arrestations<sup>11</sup> ; Le soir même, à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, prétend que deux policiers ont été tués, justifiant ainsi la sévère riposte des forces de police et la présence de morts par balle<sup>12</sup>. C'est cependant une autre version qui dominera la scène publique pendant plusieurs décennies : « Le

bilan officiel fait état de trois morts — il s'agirait de règlements de compte entre factions rivales d'Algériens. L'action de la police s'[est] réduite à faire monter des Nord-Africains dans des autobus pour leur propre sécurité et ceux-ci ne se seraient pas fait prier »<sup>13</sup>.

La notion de « devoir accompli » vient donc couvrir la répression policière par une rhétorique du maintien de l'ordre, face à des militants terroristes algériens. La police n'aurait fait que son devoir<sup>14</sup>, « protégeant la population parisienne des exactions de ceux qui étaient venus de la banlieue pour former des cortèges dans les rues de Paris », et réprimant ces attroupements.<sup>15</sup> Roger Souchal, seul officiel autorisé à répondre aux questions portant sur la manifestation, va jusqu'à évoquer une machination communiste, puissant parti de l'opposition, désormais, favorable à l'indépendance de l'Algérie (Bien que la position du Parti communiste n'ait pas toujours été aussi favorable à cette indépendance).

Selon ce discours, il n'y a eu d'«anormal » à Paris, le soir du 17 octobre 1961, que la manifestation illégale des FMA. La réponse policière aurait quant à elle été normalement proportionnée. En d'autres termes, il ne s'est rien passé de notable puisque l'ordre public a été maintenu. Si pour Jean-Luc Einaudi nous sommes là face à un « crime d'État »<sup>16</sup> ; il ne fait aucun doute que le silence qui s'en est suivi est le fruit d'une volonté organisée de masquer les faits.

### 3- La couverture médiatique : entre l'audace du professionnalisme et hésitation malintentionnée.

Un tel évènement dans les rues de la capitale française ne va pas sans poser la question de la conscience publique des faits et, en la matière, le premier élément à considérer dans une société démocratique est le discours de la presse, tenante par excellence du principe de « liberté d'expression ». Celle-ci joue le rôle d'un « rapporteur des faits » qui ne peut pas, selon toute vraisemblance, laisser échapper un tel évènement. Pourtant, les choses ne sont pas si simples dans le cas qui m'occupe ici.

Le 18 octobre 1961, la presse fait, il est vrai, un large écho à la manifestation de la veille, mais dans un autre sens que celui auquel nous pourrions nous attendre aujourd'hui. Dans la majorité des cas, elle présente

les faits sous une forme voisine de la version officielle de ce qui s'est passé, même si aujourd'hui les quotidiens en question prétendent le contraire. « Au lendemain de la manifestation, seuls L'Humanité et Libération <sup>17</sup>.

Dénoncent la violence de la répression ; Le Monde <sup>18</sup>, La Croix <sup>19</sup> se voulant neutres, relaient la version officielle de « heurts » avec la police, tandis que Le Figaro et France-Soir <sup>20</sup> affirment que ce sont les manifestants « fanatisés » ou « manipulés » par le FLN, qui se sont rendus coupables de violences à l'encontre des policiers » <sup>21</sup> Mais ladite neutralité semble improbable. Comment une information pourrait-elle être neutre si elle ne colle pas aux faits que les journalistes ont pu observer sur le terrain ? Une hypothèse apparaît envisageable : dans une période où les représentations propagandistes et terroristes (J'entends par là le discours qui conduit à la peur des citoyens).

Font force sur les thèmes de l'insécurité et du danger face à l'action du FLN, une telle manifestation ne peut, dans la majorité des cas, mener qu'à une seule conclusion alors admissible et audible. Le FLN a mis en danger les citoyens français et attaqué les forces de l'ordre. Cette proposition repose sur deux fondements. Le premier est constitué de l'exemple de la « déclaration des 121 » et de son traitement médiatique en septembre 1960.

Pour ce qui est de la manifestation du 17 octobre 1961, ce qui n'est pas « pertinent » dans l'épistème français de l'époque, et entre en discordance avec une conception colonialiste, c'est que les « FMA <sup>22</sup> », souvent associés dans les représentations publiques au FLN (Notamment au travers de la question du financement des activités de lutte de ce dernier), donc marqués par une image de « violente barbarie », aient pu manifester pacifiquement et être victimes de ceux à qui ils faisaient, aux yeux de la population, risquer la mort <sup>23</sup>.

Le deuxième fondement de cette hypothèse réside en ce qu'une semaine plus tard, la totalité des quotidiens qui refusaient l'aspect pacifique de la manifestation et l'ampleur de la violence policière, publie le constat qu'ils n'ont pu se résigner à effectuer dans les premiers jours <sup>24</sup>.

Le 17 octobre devient à leurs yeux une nuit de sanglante répression policière injustifiée. Il a fallu un temps certain à la presse comme à l'opinion publique pour dépasser ses présupposés et les confronter à un constat d'événements plus en phase avec les faits. Cette inertie médiatique semble alors révéler autre chose qu'un manque d'informations, mais bien plutôt, l'acceptabilité de l'information en question, car pour finir, « la presse n'a donc pas été silencieuse : elle a su l'essentiel des faits et en a traité publiquement, malgré la censure »<sup>25</sup>.

### 3-1 : **Quelques commentaires médiatiques.**

Deux points de vue très tranchés apparaissent. D'un côté, la presse populaire de droite qui, à l'instar du Parisien libéré, de L'Aurore ou de Paris-Jour, reprend la version de la préfecture de Police. Elle évoque de "violentes manifestations nord africaines", emmenées par des "meneurs" et des "tueurs", "déferlant vers le centre de la ville". "C'est inouï ! Pendant trois heures 20 000 musulmans algériens ont été les maîtres absolus des rues de Paris."<sup>26</sup>. À les lire, ce sont des membres du service d'ordre du FLN qui auraient tiré les premiers, entraînant la riposte policière.

La presse de gauche, elle, souligne le caractère pacifique de la manifestation et cherche à témoigner de la répression policière en plusieurs points de la capitale et en banlieue. Cependant, le ton reste prudent. "Sur ce qu'a été cette tragique journée d'hier, nous ne pouvons tout dire. La censure gaulliste est là. Et L'Humanité tient à éviter la saisie pour que ses lecteurs soient, en tout état de cause, informés de l'essentiel"<sup>27</sup>.

Libération<sup>28</sup> Témoignage chrétien ou France Observateur publient, sous la forme interrogative, "est-il vrai que... ?" ou "y a-t-il eu... ?" de multiples informations sur les exactions policières et leur caractère systématique (hommes frappés et jetés à la Seine ou retrouvés pendus dans les bois, décompte du nombre des morts et des disparus qui discrédite le bilan officiel faisant état de 3 morts et 55 blessés...) "Si tout cela est exact, et nous avons de bonnes raisons de le croire, qui sont les auteurs de ces crimes ?", demande Libération du 19 octobre 1961.

Les autres titres font preuve d'une certaine ambivalence.

France-Soir donne à sa une la version officielle, mais les pages intérieures se révèlent plus osées : plusieurs témoignages évoquent les violences policières à l'égard de photographes, mais parlent aussi de coups de feu tirés vers les manifestants. Dans son édition du 21 octobre, le journal publie un reportage dans un bidonville de Nanterre : contre le couvre-feu, "nous sommes descendus dans la rue comme des ouvriers de Renault qui veulent une augmentation de salaire", déclarent des habitants présentés

avec sympathie. “11 538 Nord-Africains ont été conduits dans des centres de triage”, titre L’Aurore du 19 octobre, avant de préciser que 1 500 manifestants arrêtés seront refoulés en Algérie.

Le Figaro du 23 octobre se départit quant à lui de son soutien initial à la police pour dénoncer des “scènes de violence à froid” dans les centres d’internement au Palais des sports ou au stade Coubertin. Le quotidien proteste aussi contre le refus d’autoriser son collaborateur à visiter ces lieux pour se rendre compte de la situation. Le traitement des personnes internées, mais aussi le bouclage des bidonvilles vont provoquer l’indignation des titres de gauche qui tracent un parallèle avec l’Allemagne nazie. Témoignage chrétien, qui publie les terribles photos d’Élie Kagan, décrit un univers concentrationnaire et Marguerite Duras, dans France-Observateur du 9 novembre, compare le bidonville de Nanterre au ghetto de Varsovie.

Le journal Le Monde rend compte de la répression et des réactions qu’elle suscite. Mais il en attribue une part de responsabilité au FLN, “puisqu’ici et là, c’est le terrorisme musulman qui est à l’origine de ces drames”, et stigmatise une “contre-société FLN”<sup>29</sup>.

Les intellectuels engagés contre la guerre d’Algérie et la torture, pour qui Le Monde est une institution dont le prestige suscite une ferveur quasi religieuse, n’ont pas encore vraiment accès aux colonnes du journal. Pourtant, comme le disent Maurice Clavel et Michel Foucault, les intellectuels sont devenus plus sensibles à l’histoire immédiate et, par leur travail d’enquête, “ont commencé à être des journalistes”<sup>30</sup>.

Or, si la presse a joué un rôle indéniable jusque-là, les intellectuels-journalistes ne sauraient se satisfaire de protestations édulcorées pour échapper à la censure. Ils entendent appeler les choses par leur nom.

Après que le gouvernement a rejeté la constitution d’une commission d’enquête parlementaire et a prononcé des non-lieux pour l’ensemble des poursuites judiciaires, ils lancent leur propre investigation. C’est d’ailleurs vers des gens comme Paul Thibaud ou Claude Bourdet que des policiers écœurés, se présentant comme “républicains”, vont se tourner pour révéler nombre d’atrocités, dont la mort d’une cinquantaine de manifestants dans la cour de la préfecture, sous les yeux du préfet Maurice Papon.

### **3-2 : Des commentaires teintés de « militantisme politique ? ».**

Les “petits” médias, dont la revue Les temps modernes, les journaux Témoignages et documents ou Vérité-liberté, ou encore la maison d’édition François Maspero publient de multiples documents qui permettront de faire une synthèse sans concession des événements du 17

octobre. Droit et liberté, journal du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), fournit des informations sur d'autres pogroms ailleurs en France (Metz, Nancy). Côté images, le biologiste Jacques Panijel va entreprendre une enquête qui donnera le film Octobre à Paris. Beaucoup de ces publications vont être saisies, le film sera interdit mais, paradoxalement, leur contenu, diffusé "sous le manteau", va marquer toute une génération, ce qui ne semble pas le cas de la grande presse et de son information éphémère, volatile. On doit ainsi à Jean- Paul Sartre et à cette "petite" presse militante l'apparition des notions de "pogrom" ou de "ratonnade" dans l'imaginaire français, malheureusement très souvent déclinées au pluriel.

Dans la nouvelle revue Partisans, François Maspero reproche à Jacques Panijel de finir Octobre à Paris sur les huit morts de Charonne, suite à la charge policière contre les manifestants anti-OAS du 8 février 1962, et qualifie le film de "navet". Pour comprendre cette critique, il est nécessaire de rappeler la différence de traitement entre les deux événements. "C'est le plus sanglant affrontement entre policiers et manifestants depuis 1934"<sup>31</sup>.

Cette affirmation occulte le massacre des Algériens en 1961 et tous les efforts faits pour en connaître l'étendue. Elle préfigure la suite : le 13 février 1962 est déclaré "journée morte". Aucun journal ne paraît : parmi les victimes, deux travaillaient dans la presse. 500 000 personnes suivent les obsèques des huit "martyrs de la liberté".

Après le 17 octobre 1961, il n'y a eu aucune manifestation d'ampleur, et les victimes ont été enterrées à la sauvette. "Les Français ont 'choisi entre les morts'", dira avec un sentiment de malaise un témoin présent au défilé<sup>32</sup>. Au moment des discours, seul un représentant de la CFTC, en la personne de Robert Duvivier, évoque les morts algériens.

En fait, sur les ressorts de l'antifascisme, la gauche se retrouve dans son élément. Elle va s'emparer de la lutte contre les attentats de l'OAS en métropole<sup>33</sup> ; Et de la répression du 8 février 1962 comme un symbole des risques de "fascisation" du régime. Commémorée chaque année, cette date restera, au-delà du clivage gauche-droite, dans la mémoire collective des Français, tandis que l'oubli recouvrira Octobre 1961.

### 3-3 : Illustration de commentaires de la presse coloniale.

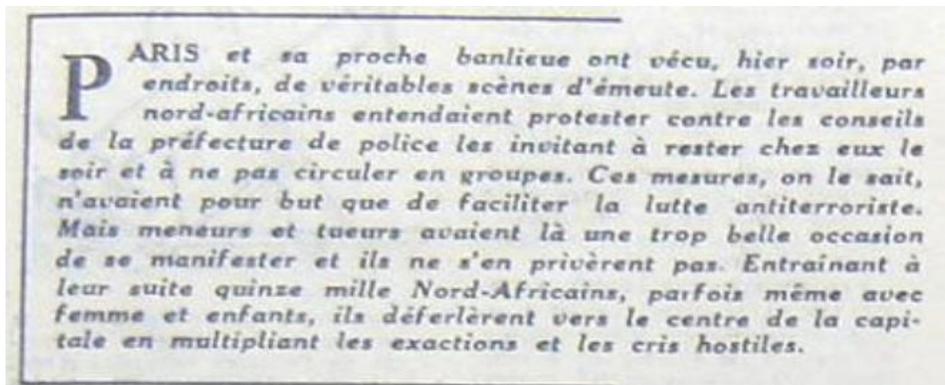
#### A-La presse de tendance « droite » :

La presse populaire de droite, à l'instar du Parisien libéré, de L'Aurore ou de Paris-Jour, reprend la version de la préfecture de police. Elle évoque de "violentes manifestations nord-africaines", emmenées par des

“meneurs” et des “tueurs”, “déferlant vers le centre de la ville” [...] »  
Voici, par exemple, la « une » du Parisien libéré du 18 octobre, qui attribue les violences aux manifestants :



En pages intérieures, on peut lire en tête de la page consacrée à la manifestation, cet encadré (extrait) qui résume le journalisme dont il s’agit.



Le 19 octobre, Le Parisien libéré « explique » ainsi les manifestations, et en particulier la manifestation de femmes et d’enfants qui s’est déroulée la veille.



Le Figaro, de son côté, commence par s'en tenir à une version pro-gouvernementale, en attribuant la violence aux « musulmans algériens ». À la « une », le 18 octobre...



Mais, dans les jours suivants, Le Figaro ne peut dissimuler totalement la vérité.

Le Figaro du 23 octobre se départit quant à lui de son soutien initial à la police pour dénoncer des “scènes de violence à froid” dans les centres d'internement, au Palais des sports ou au stade de Coubertin. »

-À France-Soir, qui est alors un grand quotidien populaire qui affecte de n'épouser aucun parti pris, on commence, là aussi, par avaliser la version policière et renvoyer dos à dos « les extrémistes de l'OAS et du FLN ». ... Comme on peut le voir dans ce commentaire de page intérieure (extrait) :

En fin de compte, les manifestations parisiennes d'hier, et les raisons qui les ont provoquées, risquent de servir les extrémistes des deux camps.

Pour le général de Gaulle, alors que l'O.A.S. multiplie ses provocations et que le F.L.N. étend le théâtre de la violence, le chemin est très étroit qui, pour mener à un règlement, doit éviter les écueils dressés par ses adversaires et, parfois, par des serviteurs trop zélés.

**Jean FERNIOT.**

Mais au fil des jours France-Soir recueille également des témoignages sur l'ampleur et la violence de la répression.

**B- La presse de tendance de « gauche » :**

La presse de gauche sera plus audacieuse. Certes, elle commence par afficher une certaine prudence, qu'elle attribue, non sans raison, à la censure, comme le fait L'Humanité le 18 octobre, ainsi qu'on peut le lire dans cet encadré de page intérieure (extrait) :

En plusieurs endroits, les policiers et les CRS ont chargé et tiré. Il y a des morts. Aux dernières heures de la nuit, les dépêches d'agence en annonçaient deux. Le nombre est certainement plus élevé. Il y a de très nombreux blessés.

Quant aux arrestations, elles se chiffrent par milliers.

Sur ce qu'a été cette tragique soirée d'hier, nous ne pouvons tout dire. La censure gaulliste est là. Et « l'Humanité » tient à éviter la saisie pour que ses lecteurs soient, en tout état de cause, informés de l'essentiel. Mais les notes ci-dessous, rassemblées par nos rédacteurs et nos correspondants qui l'ont vue disent dans ses grandes lignes ce qu'a été la manifestation des travailleurs algériens de Paris.

Les jours suivants, en dépit de cette compréhensible prudence [Dont on peut penser qu'elle n'est pas dénuée de toute arrière-pensée politique.], dans l'ensemble de la presse que l'on peut classer à gauche le ton change et les informations filtrent.

Changement de ton, avec par exemple, cette « une » de Libération (il s'agit du quotidien issu de la Résistance...), le 20 octobre (extrait).



Libération, Témoignage chrétien ou France Observateur publient sous la forme interrogative “est-il vrai que... ?” ou “y a-t-il eu... ?” de multiples informations sur les exactions policières et leur caractère systématique (hommes frappés et jetés à la Seine ou retrouvés pendus dans les bois, décompte du nombre des morts et des disparus qui discrédite le bilan officiel faisant état de 3 morts et 55 blessés...) “Si tout cela est exact, et nous avons de bonnes raisons de le croire, qui sont les auteurs de ces crimes ?” demande Libération du 19 octobre 1961 ».

Pendant toute la semaine qui suit, les témoignages s’accumulent et convergent. Et le 27 octobre, bien que la grève des cheminots fasse leur principal titre de « une », L’Humanité et Libération interrogent ou, plutôt, interpellent, sur la base de nouveaux témoignages.

Ainsi, L’Humanité :



Même question, le même jour, dans Libération, qui invoque des témoignages convergents dans cet encadré (extrait) :

**L** E dossier de la répression s'alourdit un peu plus chaque jour. Il y a aujourd'hui cette longue série de témoignages publiés par l'Express, France-soir et Libération. Il y a également ces six cadavres d'Algériens retirés de la Seine depuis le début de la semaine. Il y a ces deux nouveaux corps découverts à Clichy-sous-Bois. Il y a le silence qui continue à entourer les circonstances de ces assassinats, tous commis dans les mêmes conditions.

Il y a tous les autres faits révélés ces derniers jours et qui forment maintenant une liste imposante. Des dizaines d'Algériens auraient été jetés dans la Seine ; des questions précises ont été posées à ce

Source : Mogniss H. Abdallah, agence IM'média, MÉDIAS N° 1228 - Novembre-décembre 2000.

### Conclusion :

Le traitement politico-médiatique français pour les manifestations de 17 octobre 1961 qu'avait connu la capitale française, Paris, ainsi à travers quelques villes françaises s'est distingué par un croisé de lectures teinté, dans sa globalité, par l'état d'esprit français (politique) dominant de

l'époque ; à savoir, l'autoconsommation amère de l'indépendance des colonies françaises en Afrique et en Asie survenu après la seconde guerre mondiale. Ajoutant à ce là, l'effervescence politico-médiatique de la crise politique interne de la France après la tentative de coup d'état des ultras d'Algérie française perpétré en mois d'Avril 1961 ; la conjoncture internationale marquée par la belligérance idéologique entre les deux blocs : Est (communiste, soviétique) et Ouest (capitaliste-impérialiste, Américain).

L'impartialité de la lecture politique ainsi que la couverture et le traitement médiatique, à l'exception de quelques titres et commentaires de personnalités connues par ses prises de positions politiques de gauche « révolutionnaire », comme le philosophe existentialiste J.P. Sartre ou bien l'historien Einodi, reflète l'influence des lobbies politico-médiatiques impérialistes par essence.

Cette divergence dans la couverture et la lecture, même de façade, reflète bien le poids et l'impact de la question algérienne dans la vie française (politique et médiatique) ; ce qui explique, bien évidemment, l'abondance des commentaires, lectures, écrits françaises depuis lors jusqu'à nos jours.

### Notes :

1- Sylvie Thénault, "La presse silencieuse ? Un préjugé", in Revue trimestrielle de l'association Carnet d'échange, n° 1, mai 1999, université Paris-VII.

2- Cette catégorie de Français musulmans d'Algérie désignait les citoyens français légaux d'origine coloniale algérienne. Il s'agit en fait d'une qualification d'« indigènes » à peine masquée. Les FMA étaient donc les Algériens colonisés, qui de fait avaient la nationalité française sans que celle-ci ait pour origine une volonté d'adhésion personnelle ou familiale. Les FMA étaient clairement distingués des Français d'Algérie, aujourd'hui couramment appelés « pieds noirs » et qui, eux, étaient des Français métropolitains sur le sol algérien, marque Einaudi, 1991, 299-301.

3- Le rapport du conseiller d'État Dieudonné Mandelkern est le fruit d'une mission d'inspection des archives commanditée par le chef du gouvernement français de l'époque, Lionel Jospin, au terme du Procès Morris Papon en 1997.

4- Stora, 2004, 64.

5- Le nombre de morts demeure controversé, toutefois, un relatif consensus s'établit chez les historiens autour de plusieurs dizaines là où la préfecture de police n'en reconnaît que trois. Le rapport Mandelkern fait état d'un bilan

probable de 32 morts et d'un nombre de blessés bien supérieur au chiffre officiel de 136. Jean Luc Einaudi, historien français spécialiste de la période de la guerre d'Algérie propose probablement l'hypothèse la plus maximaliste et discutée de plus de 300 morts. Face à une telle discordance quantitative, je m'abstiendrai donc de données chiffrées, retenant cependant qu'aucune estimation actuelle ne descend sous le nombre des 30 décès.

6- Claude Bourdet est ancien membre du Conseil National français de la Résistance, l'un des fondateurs de France Observateur et du Parti Socialiste Unifié fondé le 3 avril 1960, élu de l'Union de la Gauche Socialiste au Conseil de Paris.

7- Bourdet, 1961.

8- Claudius-Petit, 1961.

9- Einaudi, in Le Cour Grandmaison dir., 2001, 51.

10- Tristan, 1991.

11- Einaudi, 1991, p.184.

12- ibidem.

13- Thull et Arens, 2000.

14- Maurice Papon crée les services d'assistance technique calqués sur les SAS algériennes [3] et dirigés par des officiers des Affaires algériennes, et surtout la Force de police auxiliaire (FPA) en 1960. Cette unité « militaro-policrière » est constituée de harkis recrutés en France et en Algérie. Ces derniers jouent un rôle central dans le dispositif répressif instauré par le préfet. Leur nombre se réduit à 400 environ parmi les 20 000 agents de la PP, mais ils sont en première ligne parmi les différentes unités engagées au soir du 17 octobre. Plus généralement, ils sont chargés des tâches de « basse police » et on leur délègue les actes de torture perpétrés dans les caves de la Goutte d'Or (filmées dans Octobre à Paris).

15- Einaudi, 1991, p.185.

16- Einaudi, 2001,p.91.

17- L'Humanité et Libération sont deux grands journaux à orientation alors communiste, qui avaient un fort tirage et un impacte important sur la scène médiatique de l'époque.

18- Le Monde est actuellement le quotidien à plus fort tirage en France.

19- La Croix est un journal à orientation catholique qui trouve alors un fort lectorat en France métropole.

20- Le Figaro et France Soir sont des journaux alors sensiblement orientés vers la droite politique de la France.

21- Nordmann et Vidal in Le Cour Grandmaison, 2001, 173.

22- Appellation qui signifiée : les français musulmans d'Algérie.

23- après la large vague d'attentats du FLN qui d'août à octobre 1961 a fait plus de dix morts dans les forces de police métropolitaines ; La direction de la Fédération de France

du FLN décide de reprendre des attentats contre des policiers : 11 seront ainsi tués de la fin août au début octobre 1961. Einaudi, op. cit. p. 52

24- cf Anderson in Le Cour Grandmaison (dir)., 2001, p.89-101.

25- Nordmann et Vidal in Le Cour Grandmaison (dir)., 2001,p.173.

26- Paris-Jour, 18 octobre 1961.

27- L'Humanité, 18 octobre 1961.

28- il s'agit ici du journal Libération issu de la Résistance et disparu dans les années soixante.

29- édition du 20 octobre1961.

30- Cf. en Podcast « Le siècle des intellectuels, épisode “De Sartre à Foucault”, France 3, janvier 1999.

31- Le Monde le 10 février 1962.

32- D'après Jean-Luc Einaudi, La Bataille de Paris, Seuil, 1991, p. 275-276.

33- De 1958 à 1961, 61 policiers ont été tués en métropole par les nationalistes algériens. Du 1er janvier au 31 août 1961, 460 Algériens succomberont. Toujours en métropole, de février à octobre 1961, 230 attentats ont été commis par l'OAS, puis, de novembre 1961 à février 1962, 450 attentats (sources : Libération, 12 octobre 1991 ; Anne Tristan, Le silence du fleuve, Syros, 199.